

Zeitschrift: Acta Tropica
Herausgeber: Schweizerisches Tropeninstitut (Basel)
Band: 38 (1981)
Heft: 1

Buchbesprechung: Rezensionen = Analyses = Reviews

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Rezensionen – Analyses – Reviews

Epidémiologie de la schistosomiase et lutte antischistosomiase. Rapport d'un Comité d'experts de l'OMS. Organisation mondiale de la Santé, Série de Rapports techniques, No 643, Genève 1980 (ISBN 92 4 120643 8); 72 pages, Prix: sFr. 4.–. Publié également en anglais. Version espagnole en préparation.

Malgré des années de lutte contre la schistosomiase, la prévalence mondiale de la maladie, serait, d'après l'estimation la plus récente, de l'ordre de 200 millions de cas. Dans le rapport qu'il vient de publier, le Comité OMS d'experts de l'Epidémiologie de la Schistosomiase et de la Lutte antischistosomiase fait observer que, depuis que cette estimation a été établie, la population exposée a continué de croître dans les zones d'endémie; en outre, les captages d'eau et les systèmes d'irrigation se sont multipliés, provoquant une nouvelle propagation de la maladie, et le taux général d'infection semble aussi avoir augmenté.

Cependant, étant donné les progrès importants qui ont été réalisés au cours de la dernière décennie, le Comité a estimé que l'on pouvait désormais espérer le succès de programmes de lutte à long terme associant la chimiothérapie, la destruction des mollusques, l'assainissement de base et l'approvisionnement en eau potable des villages, l'éducation sanitaire permanente et le développement socio-économique. Cette approche intégrée n'est pas neuve; en effet, elle a été vivement préconisée il y a 30 ans d'ici par un groupe mixte OIHP/OMS d'études sur la bilharziose en Afrique, mais les outils et les techniques dont on dispose désormais se sont considérablement améliorés.

La première partie du rapport présente un tableau assez détaillé de la biologie, de l'écologie et de la distribution des parasites et des mollusques-hôtes intermédiaires et traite de l'épidémiologie de l'infection humaine (notamment des modèles épidémiologiques et des méthodes quantitatives de détermination de la présence et de l'intensité de l'infection). Tous les groupes d'experts de la schistosomiase réunis par l'OMS depuis 1949 ont rappelé qu'il était absolument nécessaire que les administrations sanitaires et les autres autorités coopèrent chaque fois que des ouvrages hydrauliques étaient prévus et construits dans des régions où la schistosomiase est endémique ou risque d'être introduite. Malheureusement, le dernier Comité a dû lui aussi déplorer le manque manifeste de consultations interdisciplinaires au stade de la planification et a tenu à rappeler que les avantages économiques procurés par ces ouvrages risquaient d'être anéantis par la maladie si les aspects sanitaires du problème n'étaient pas pris en considération dès le départ.

Traitant de la lutte antischistosomiase, le Comité dresse d'abord un bilan critique de quelques programmes de lutte nationaux en Afrique, en Asie et en Amérique latine; il examine ensuite les derniers médicaments chimiothérapeutiques et les derniers molluscicides, la lutte contre les mollusques par modification de l'environnement, et la possibilité d'interventions biologiques. Les médicaments dont on dispose aujourd'hui sont beaucoup moins toxiques que ceux dont on disposait il y a 15 ans d'ici. Cependant, des considérations d'acceptabilité par la population conduisent, dans le cas de certains médicaments, à rester en deçà des doses cliniquement optimales. Les propriétés des antischistosomiques se prêtant à un usage à grande échelle sont présentées dans un tableau succinct de même que les propriétés de quelques molluscicides déjà existants et prospectifs. Le Comité attache une importance particulière à l'éducation sanitaire du public et à la participation active des collectivités aux activités de lutte.

Le rapport rappelle que les mesures de lutte choisies pour l'approche intégrée doivent être adaptées aux conditions locales; il examine les facteurs qui conditionnent le choix des méthodes et traite de l'évaluation des actions entreprises.

Dans ses conclusions, le Comité déclare que les armes dont on dispose maintenant sont suffisantes pour lancer des programmes nationaux contre la schistosomiase, pour autant qu'il y ait détermination politique, et estime que les pays où la maladie est endémique devraient organiser des programmes de lutte articulés sur leur système de prestations des soins de santé.

Le rapport, qui s'achève sur une série de recommandations générales et techniques, est destiné, dans son ensemble, aux décideurs responsables des services médicaux dans les pays où la schistosomiase est endémique ou risque de poser un problème de santé sérieux; il devrait aussi être lu par les personnes qui s'occupent du financement de l'aide internationale au développement socio-économique et sanitaire. Enfin, il constitue une mise à jour commode pour les nombreuses disciplines en rapport avec la schistosomiase: parasitologie, malacologie, écologie, chimiothérapie, etc.

Organisation mondiale de la Santé, Genève

Normes pour les pesticides utilisés en santé publique, 5e éd. Organisation mondiale de la Santé, Genève 1980 (ISBN 92 4 254140 0). 339 pages. Prix: sFr. 48.—. Version espagnole en préparation.

Le manuel OMS «Normes pour les pesticides utilisés en santé publique» fait une fois de plus l'objet d'une nouvelle édition. Celle-ci, la cinquième, diffère assez sensiblement des précédentes. Un certain nombre de nouvelles normes ont été établies et plusieurs des normes existantes ont été révisées, parfois de façon radicale. La révision la plus notable est celle concernant le malathion dont la norme a été modifiée à la suite d'un cas d'empoisonnement occasionné par cet insecticide qui a causé la mort de plusieurs agents pulvérisateurs.

La nouvelle édition contient les normes applicables à tous les pesticides largement employés dans les programmes de santé publique – à l'exception des normes pour les rodenticides qui seront publiées séparément par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture en collaboration avec l'OMS.

Les normes sont conçues pour répondre aux besoins des programmes de santé publique qui à bien des égards diffèrent de ceux de l'agriculture, notamment quant aux propriétés physiques des formulations et à la teneur en matière active. En revanche, les normes relatives aux produits techniques qui définissent les substances utilisées dans les formulations sont d'une application moins restreinte. En fait, pour sélectionner les méthodes d'analyse destinées à être insérées dans ces normes, on a pris comme principes directeurs de faire en sorte qu'elles soient acceptables par les fabricants, les agents de la santé publique et les usagers agricoles.

En plus des modifications de contenu, les normes sont disposées de façon différente et groupées par nom chimique plutôt que par formulation. Les noms utilisés sont soit ceux qui sont recommandés par l'Organisation internationale de Normalisation, soit les noms chimiques. Une liste alphabétique à entrées multiples des noms communs et des noms chimiques des pesticides figure en annexe. Les unités de mesure sont désormais celles du Système international d'Unités (SI).

Organisation mondiale de la Santé, Genève